PLAN INTERNATIONAL

FILLES, PAS EPOUSES
Le Partenariat Mondial pour la Fin du Mariage des Enfants

Août 2020

Photo: Plan International
Portrait d'une adolescente du Niger, où près d'un quart des filles sont mariées avant l'âge de 15 ans

COVID-19 ET MARIAGE DES ENFANTS EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Note de positionnement conjointe de *Filles, Pas Epouses* et **Plan International**

La pandémie de COVID-19 pourrait causer 13 millions de mariages d'enfants supplémentaires d'ici 2030[1]. L'Afrique de l'Ouest et du Centre pourrait être sévèrement impactée sans une accélération des efforts multisectoriels dans cette région. Cette note de positionnement conjointe présente les impacts de la pandémie sur le mariage des enfants, fournit des recommandations et appelle les gouvernements, les organisations régionales et les acteurs humanitaires à prendre des actions urgentes afin de garantir le respect des droits des filles et des jeunes femmes pendant, et après la crise liée à la COVID-19.

Photo: Plan International
Abbiatou, 14 ans, balaie la cour de son domicile dans la région de Koulikoro, Mali

PRÉSENTATION DE LA SITUATION

L'impact de la pandémie de COVID-19 risque de mettre en danger des décennies de progrès dans le domaine des droits des filles et de l'égalité de genre. En fin février, lorsque les premiers cas de COVID-19 ont commencé à émerger en Afrique de l'Ouest et du Centre, les gouvernements ont réagi rapidement par la fermeture des frontières, la restriction des mouvements en interne, la mise en place de couvre-feux, et la fermeture des écoles et des marchés.

Avant cette crise, l'UNICEF suggérait que si les efforts pour mettre fin au mariage des enfants n'étaient pas intensifiés, l'Afrique de l'Ouest et du Centre risquait, d'ici 2050, de devenir la région où le nombre d'enfants mariés serait le plus important.[2] Les effets des restrictions engendrées par la COVID-19, y compris les perturbations dans les interventions relatives à l'élimination du mariage d'enfants, les crises économiques de large envergure et les tensions que ces crises créent pour les familles, vont affaiblir le travail pour mettre fin au mariage des enfants.[3]

En raison de la COVID-19, les filles et les jeunes femmes d'Afrique de l'Ouest et du Centre – dans toute leur diversité, y compris les filles mariées – font face à d'énormes difficultés en termes d'accès à la nourriture, aux denrées de première nécessité, à l'éducation et à la santé, y compris aux informations et services de santé sexuelle et reproductive (SSR). Le mariage des enfants est profondément enraciné dans les inégalités de genre et les normes sociales discriminatoires. Les facteurs sous-jacents au mariage des enfants dans cette région – qui incluent la pauvreté des familles, les obstacles au maintien ou au retour des filles à l'école, les tabous autour de la sexualité féminine en raison de la 'honte' perçue suite à une grossesse hors union, et la limitation des services et informations de SSR pour les filles et jeunes femmes – sont accrus durant la crise. Les filles vivant dans des contextes de crise, y compris cette pandémie, sont à plus haut risque d'être mariées avant l'âge de 18 ans, ainsi que d'être soumises à d'autres formes d'exploitation, de violence de genre et de pratiques néfastes enracinées dans les inégalités de genre[4].

6 des **10** pays ayant la plus **forte prévalence de mariage des enfants** se situent en Afrique de l'Ouest et du Centre

LA FERMETURE DES ÉCOLES AUGMENTE LE RISQUE DE GROSSESSES CHEZ LES ADOLESCENTES ET LE MARIAGE DES ENFANTS

Des résultats de recherche montrent que le mariage des enfants impacte négativement l'éducation des filles et leurs chances futures de gagner leurs propres revenus. Ils montrent aussi que les filles non scolarisées ont plus de risque d'être mariées. Peu après l'arrivée de la COVID-19 en Afrique de l'Ouest et du Centre, tous les 24 pays de la région ont fermé les écoles.[5] Cela a, selon les estimations, affecté 128 millions d'enfants durant la crise. Certains pays commencent à rouvrir les écoles, bien que la plupart de ces initiatives soient réservées aux classes d'examens, et beaucoup de projets liés à la réouverture des écoles avant les grandes vacances n'ont pas eu lieu. En l'occurrence, nous savons que les filles sont moins nombreuses à retourner à l'école après une période d'absence[6] en raison des tâches domestiques et responsabilités de soin qui incombent aux femmes et filles dans les familles, et de la préférence donnée au retour à l'école des garçons lorsque les familles ont des difficultés à payer les frais de scolarité[7]. Une recherche conduite au Niger a démontré que les filles ont plus de chances d'être mariées si elles se trouvent déjà hors du système scolaire.[8]

De plus, les filles mariées rencontrent des obstacles spécifiques dans leur accès et retour à l'école, en raison des normes sociales qui poussent les femmes et filles à rester à la maison et à avoir des enfants. Les politiques éducatives et la stigmatisation pourraient aussi empêcher les filles mariées de retourner à l'école, les empêchant de terminer leur parcours éducatif.

La fermeture des écoles comme mesure permettant d'atténuer les effets de la COVID-19, prive les filles et les jeunes femmes d'un environnement protecteur.[9] Suite à la pandémie, les filles de la région font face à un risque plus élevé d'être victime de violences et d'exploitation sexuelles[10]. Selon l'UNICEF, pendant l'épidémie d'Ebola en 2014-2016, les grossesses adolescentes ont doublé en raison de la fermeture des écoles en Sierra Leone, jusqu'à atteindre 14 000 cas[11]. La fermeture d'écoles perturbe l'accès à l'information et aux services de SSR pour les filles et garçons, jeunes femmes et jeunes hommes. De plus, des lois et des politiques publiques discriminatoires dans certains pays, s'ajoutant aux normes sociales, empêchent les filles enceintes et/ou les jeunes mères de retourner à l'école pour terminer leur parcours éducatif. Suite aux fermetures d'école pendant Ebola, les adolescentes enceintes ont fait face à des formes de discrimination et stigmatisation spécifiques lors de leur retour à l'école.

> Dans les états d'Edo et d'Oyo, on nous a rapporté des cas où des filles ont été victimes de viols en groupe et tuées dans des bâtiments religieux. Nous avons aussi eu des situations où des maisons ont été envahies, et des jeunes femmes violées – ceci menant à des risques de grossesses non-désirées accrus.
>
> End Child Marriage Coalition, Nigéria

Nous demandons à l'Union Africaine, la CEDEAO, la CEEAC et leurs États membres de :

- Garantir la continuité pédagogique pour les filles et les garçons durant l'épidémie de COVID-19, et de prendre des mesures additionnelles pour s'assurer que l'accès des filles aux opportunités d'apprentissage en ligne et à distance soit effectif.
- S'assurer que les informations cruciales relatives à la santé sexuelle et reproductive soient incluses et accessibles dans les outils d'apprentissage à distance et sur les réseaux sociaux en toutes circonstances.
- Développer des plans post-COVID-19 de réouverture des écoles qui encouragent les filles et les jeunes femmes à se réinscrire. Cela doit passer par l'élimination de potentielles lois et politiques publiques discriminatoires et de la stigmatisation qui nuisent à l'éducation des filles, ainsi que par la suppression ou, au moins, la réduction des frais de scolarité et des coûts indirects, et par un soutien au travers d'opportunités de rattrapage flexibles et accélérées. Des espaces sécurisés dédiés aux enfants et aux jeunes devraient aussi être disponibles, particulièrement dans les contextes humanitaires et fragiles.

Photo: Plan International
Adolescentes sur le chemin de l'école, de nombreuses filles au Niger sont obligées d'abandonner l'école en raison d'un mariage précoce

LIENS ENTRE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE (SSR), MARIAGE DES ENFANTS ET GROSSESSES PRÉCOCES

Des stratégies basées sur la santé et les droits sexuels et reproductifs doivent être au centre des approches pour mettre fin au mariage des enfants. De plus en plus de données montrent que le mariage des enfants est à la fois une cause et une conséquence des grossesses précoces, et qu'il est enraciné dans des normes de genre discriminatoires telles que les attentes concernant la sexualité féminine, et la honte perçue lorsqu'une fille tombe enceinte hors mariage.[12] Les Mutilations Génitales Féminines (MGF) ont aussi pour but de contrôler la sexualité féminine, et constitue même parfois un précurseur au mariage des enfants. De nouveaux cas de MGF ont déjà été détectés au cours de l'épidémie de COVID-19 dans plusieurs pays africains et le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP/UNFPA) a prévu une augmentation de 2 millions de cas de MGF au cours de la décennie à venir, en raison de la COVID-19.[13]

> Avant la pandémie il y avait des structures et des programmes qui ont rendu possible l'éradication de la moitié des mariages d'enfants, des mutilations génitales et de nombreuses formes de violence de genre. Cette pandémie risque de causer de sérieux retards pour ces structures et cela résultera en la multiplication des cas de violences, en plus du mariage des enfants
>
> Adolescente, programme Girls Out Loud de Plan International, Sénégal

Au cours de l'épidémie de COVID-19, les filles et les jeunes femmes font face à des obstacles croissants dans l'accès aux informations et aux services de SSR. Les filles mariées ont peu de pouvoir de négociation au sein de relations dans lesquelles il y a un important écart d'âge. De plus, il est courant qu'elles éprouvent en temps normal des difficultés à accéder aux services de SSR. Ces services sont d'une importance capitale et doivent être rendus disponibles aux filles mariées, particulièrement dans de telles périodes de crise qui résultent en l'accroissement des violences domestiques, ainsi que de violences basées sur le genre de manière générale.

Les adolescentes enceintes sont particulièrement à risque si elles ne peuvent pas accéder aux informations et services essentiels en matière de santé maternelle. La grossesse est la principale cause de décès chez les filles âgées de 15 à 19 ans.[14] En temps de crise, le risque pour les filles augmente considérablement. Les jeunes filles sont particulièrement exposées aux complications liées à la grossesse et à l'accouchement. Elles sont également moins susceptibles d'accéder aux services essentiels de SSR en raison de leur pouvoir de négociation limité et des jugements de la part des prestataires de services. En Sierra Leone, les grossesses adolescentes ont augmenté d'environ 65% dans les régions les plus touchées par Ebola.[15]

En raison de l'épidémie de COVID-19, certains gouvernements de la région mobilisent les établissements de santé pour gérer la pandémie. Par ailleurs, l'accès aux services et aux soins de santé est limité par la fermeture des services de santé, la perturbation des chaînes d'approvisionnement de contraceptifs et les restrictions de mouvement. Les filles enceintes sont plus exposées aux risques, en raison de leur âge et de leur pouvoir de négociation réduit en ce qui concerne l'accès et l'utilisation des services de santé maternelle et autres services de SSR. La peur de contracter le COVID-19 dissuade également de nombreuses filles et femmes de se rendre à des rendez-vous prénataux et postnataux. Au cours de l'épidémie d'Ebola de 2014-2016, la mortalité maternelle a augmenté d'environ 75%, les ressources ayant été détournées vers la lutte contre l'épidémie. Le nombre de femmes accouchant en hôpital ou dispensaire a chuté d'environ 30%.[16]

> J'ai donné naissance à mon bébé à un moment où il y avait un confinement partiel et aucun mouvement inter-district. Il est difficile d'obtenir de la nourriture, des médicaments et d'autres produits de première nécessité pour mon bébé et moi
>
> Mère adolescente, Sierra Leone

Selon les projections du FNUAP/UNFPA de mai 2020, 47 millions de femmes dans le monde pourraient ne pas être en mesure d'utiliser des contraceptifs modernes si le confinement durait six mois, ce qui pourrait entraîner jusqu'à 7 millions de grossesses non désirées et mettre en danger la vie de milliers de jeunes femmes.[17] Les recherches menées dans les pays touchés par le virus Ebola démontrent un lien particulier entre la fermeture des écoles et la perturbation des informations sur la SSR pour les filles et les garçons, les jeunes femmes et jeunes hommes.[18] En raison de la stigmatisation associée à la grossesse hors mariage dans de nombreux contextes d'Afrique de l'Ouest et du Centre, le risque est que ces grossesses précoces chez les adolescentes mènent à une recrudescence des cas de mariage des enfants.

Nous demandons à l'Union Africaine, la CEDEAO, la CEEAC et leurs États membres de :

- Continuer de fournir des informations et services essentiels sur les VBG, la SSR et la santé psychosociale pour toutes les filles, garçons et jeunes, en priorisant les plus défavorisés dans le contexte de l'épidémie de COVID-19.
- Reconnaître le caractère essentiel et vital des services de SSR, les prioriser et les financer, particulièrement en temps de crise, et supprimer les obstacles afin que des services de SSR adaptés aux jeunes et sensibles au genre restent accessibles aux adolescents, y compris celles et ceux qui sont déjà mariés ou qui ont été victimes d'un mariage d'enfants, y compris dans des contextes humanitaires.
- Les risques liés au mariage des enfants et aux MGF doivent être évalués, surveillés et des mesures doivent être mises à la disposition des filles et des jeunes femmes susceptibles de subir ou ayant subi un mariage d'enfants et / ou des MGF. Des mécanismes inclusifs d'alerte et de partage d'informations (dans toutes les langues nationales / locales), adaptés aux enfants et aux jeunes, doivent continuer à fonctionner et être financés, et doivent intégrer la protection contre le mariage des enfants.
- L'adoption et l'investissement dans des approches communautaires inclusives portant sur les normes sociales doivent être une priorité afin de travailler contre les pratiques néfastes telles que le mariage des enfants et les MGF.

Photo: Plan International
Jeune mère assise avec son bébé dans leur domicile, Niger

LA PAUVRETÉ DES MÉNAGES FAIT DU MARIAGE DES ENFANTS UNE STRATÉGIE DE SURVIE POUR LES FAMILLES

Les politiques gouvernementales telles que les restrictions de mouvements et de rassemblements dans la région ont entraîné une réduction des activités économiques. Cela a créé un choc économique considérable pour les ménages. Dans une région où les femmes sont très investies dans le secteur informel, les restrictions de mouvement et la fermeture des marchés impactent sur les revenus des familles. En l'absence de protection sociale suffisante, ces dynamiques poussent les familles dans la pauvreté.[19] En Afrique de l'Ouest et du Centre, la crise économique aggrave la sécurité alimentaire des ménages, qui était déjà affaiblie par les sécheresses récurrentes au Sahel ouest-africain, par l'incertitude économique en Sierra Leone et par l'insécurité dans le centre du Sahel, dans le bassin du lac Tchad, en République centrafricaine et dans certaines parties du Cameroun.[20]

L'insécurité alimentaire accrue, la détérioration des conditions de vie et l'augmentation des prix des produits de première nécessité et des aliments poussent davantage de familles dans la pauvreté. Cela entraîne des mécanismes d'adaptation néfastes, notamment le mariage et l'exploitation sexuelle des enfants, en particulier des filles, en échange de nourriture et de biens. Dans le nord du Cameroun, le mariage est également utilisé pour recouvrer des dettes familiales. Des études se sont penchées sur la situation d'adolescentes faisant face à des crises dans le bassin du lac Tchad et dans la région du Sahel. Elles ont identifié que le mariage des enfants résulte d'un besoin perçu de protéger les filles de la violence ou de relations sexuelles non maritales (et la honte perçue qui s'ensuit). Le mariage est aussi lié à des pressions économiques lorsque les parents n'ont pas les moyens de s'occuper de leurs filles. Il existe un risque important que la COVID-19 crée des facteurs similaires à l'apparition de telles situations.

Nous demandons à l'Union Africaine, la CEDEAO, la CEEAC et leurs États membres de :

- Fournir et étendre les systèmes de protection sociale sensibles au genre, afin de garantir que les familles et les individus défavorisés ne recourent pas à des stratégies d'adaptation négatives exposant les filles et les jeunes femmes au risque de mariage des enfants ou à d'autres pratiques néfastes, y compris dans les zones humanitaires.

- Offrir des programmes d'autonomisation économique et de compétences de vie comme alternatives au mariage des enfants.

Photo: Plan International
Sounounkou, 13 ans, avec sa grand-mère à leur domicile dans la région de Koulikoro, Mali

Photo: Plan International
Hauwa * ,13 ans, a été retenue captive par Boko Haram pendant plus de quatre ans, Nigéria

LE MARIAGE DES ENFANTS EST EXACERBÉ DANS LES CONTEXTES HUMANITAIRES ET FRAGILES

Les crises humanitaires sont en augmentation dans la région. En raison des urgences prolongées et de conflits armés dans les zones du Sahel, du bassin du lac Tchad, au nord du Cameroun et en République centrafricaine, plus de 12 millions d'enfants sont en besoin d'une aide humanitaire.[22] Les filles et garçons qui vivent dans de tels environnements souffrent des conséquences directes et indirectes de la violence à long terme, des déplacements de population et du manque d'accès aux services essentiels. En situation de crise, la pauvreté, l'insécurité et les difficultés d'accès aux services accroissent d'autant plus les risques de mariage des enfants. En outre, lors de crises, les droits des filles et des jeunes femmes ne sont généralement pas considérés comme une priorité par les gouvernements, acteurs humanitaires et bailleurs de fonds.

Dans les contextes fragiles, les familles peuvent être contraintes d'envisager le mariage[23] des enfants comme une stratégie pour faire face aux difficultés économiques et pour protéger les filles de la violence ainsi que du risque accru de grossesses hors mariage. Au Tchad, le mariage des enfants est la forme de violence la plus fréquemment signalée parmi les filles réfugiées venues de République centrafricaine.[24] Lorsque cette situation est combinée aux chocs économiques subis en période de crise, les parents choisissent souvent de marier leurs filles pour réduire le nombre d'enfants à leur charge et profiter de gains à court terme. Dans le nord du Cameroun et au Nigéria, les familles parmi les populations déplacées et les camps de réfugiés, confrontées à l'extrême pauvreté, marient souvent leurs filles en raison d'un manque perçu d'alternatives et de la rupture des réseaux sociaux.[25]

> Depuis novembre 2019, la vie est un cauchemar au Nord-Ouest du Cameroun, très touché par la crise. La maladie du Corona est venue aggraver tout cela. J'ai peur de sortir à cause de la pandémie de COVID-19. Pratiquer la distanciation sociale est très difficile et si les militaires vous voient sans masque sur le visage, vous paierez une amende. Mes sources de revenus se sont taries et maintenant, je dépends entièrement de mon mari pour survivre
>
> Jeune femme, Nord du Cameroun

APPELS À L'ACTION

L'Union africaine (UA), la CEDEAO, la CEEAC, les gouvernements, les organisations régionales et nationales et toutes les parties prenantes dans la réponse à la COVID-19, ont un rôle de premier plan à jouer afin d'assurer l'avenir des filles et des jeunes femmes en Afrique de l'Ouest et du Centre pendant cette crise et pendant la reprise qui s'ensuivra.

Filles, Pas épouses et **Plan International** font appel à :

- L'Union Africaine, pour qu'elle poursuive ses efforts dans l'organisation d'une consultation régionale en Afrique de l'Ouest et du Centre en coordination avec la CEDEAO et la CEEAC et en collaboration avec d'autres communautés économiques régionales (CER), des organisations de la société civile, y compris des organisations dirigées par des jeunes, afin de garantir que la deuxième phase de la Campagne de l'UA pour mettre fin au mariage des enfants prenne en compte le contexte régional et qu'un plan de mise en œuvre soit défini conformément à la feuille de route de la CEDEAO sur la prévention et la réponse au mariage des enfants.

- La CEDEAO et ses États membres, pour qu'ils continuent de donner la priorité à la mise en œuvre et au financement de la Feuille de route de la CEDEAO sur la prévention et la réponse au mariage des enfants, et de suivre les recommandations de la Déclaration politique et de la position commune de la CEDEAO ainsi que du Cadre stratégique de renforcement des systèmes de protection de l'enfance, afin d'éliminer les pratiques néfastes telles que le mariage des enfants et les MGF et de prévenir et répondre à la violence, aux abus et à l'exploitation des enfants en Afrique de l'Ouest, en particulier dans les contextes fragiles et humanitaires.

- La CEEAC, pour le lancement d'une consultation sur la protection des filles contre les pratiques néfastes, en particulier le mariage des enfants, et l'adoption d'un plan d'action à long terme pour mettre fin au mariage des enfants en Afrique centrale, en mettant l'accent sur les situations humanitaires.

- Les autorités régionales et nationales en Afrique de l'Ouest et du Centre, pour qu'elles continuent à investir et à prioriser les efforts visant à garantir que les filles et les jeunes femmes, en particulier celles issues des groupes les plus défavorisés, soient protégées contre le mariage des enfants et les MGF dans le cadre des plans de lutte contre la COVID-19. Cela doit inclure un soutien continu aux filles déjà mariées et l'adaptation des interventions afin de minimiser la perturbation des programmes et des services, et d'accorder une attention particulière aux crises préexistantes. La gestion de programmes doit être transformatrice des normes de genre et être multisectorielle. Elle doit aussi garantir que les familles disposent de ressources suffisantes pour répondre à leurs besoins de base sans se tourner vers le mariage des enfants comme stratégie d'adaptation. La programmation doit aborder les normes de genre, le pouvoir d'action des filles et le statut social des filles dans la société.

Photo: Plan International
Marie, 15 ans, est une militante contre la pratique néfaste des MGF, Sierra Leone

RÉFÉRENCES

[1] FNUAP/UNFPA (mai 2020), Impact of COVID-19 Pandemic on Family Planning and Ending Gender Based Violence, Female Genital Mutilation and Child Marriage, https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/COVID-19_impact_brief_for_UNFPA_24_April_2020_1.pdf

[2] UNICEF (2018) Le mariage des enfants en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale (en un coup d'œil) https://www.unicef.org/wca/reports/child-marriage-west-and-central-africa

[3] Tout au long de cette note de positionnement, nous utilisons le terme de mariage des enfants. Dans d'autres documents, le terme "mariage d'enfants, précoce et forcé" est utilisé. Le mariage des enfants, le mariage précoce et le mariage forcé se réfèrent à un mariage formel ou à une union informelle dans lesquels au moins une des parties est un enfant (c'est-à-dire de moins de 18 ans) et où le plein consentement est donc absent.

[4] *Filles, Pas Epouses* (2018) Child Marriage in Humanitarian Settings https://www.girlsnotbrides.org/wp-content/uploads/2016/05/Child-marriage-in-humanitarian-settings.pdf

[5] Les fermetures d'écoles ont eu lieu dans l'ensemble du pays, mais il y a des fermetures ciblées localisées au Bénin et en Côte d'Ivoire. Certaines écoles ont commencé à ouvrir partiellement en mai et début juin, principalement pour les groupes d'année d'examen. Groupe régional de coordination intersectorielle (R-ISCG) (avril 2020), https://www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/ninja-forms/2/RISCG-CovidHumImpacts-WCA-20200428.pdf

[6] SIDA (2017) Perspectives de genre sur les causes et les effets de l'abandon scolaire de l'enseignement primaire et secondaire dans le développement de l'éducation, http://www.ungei.org/Final_Paper_on_Gender_perspectives_C2.pdf

[7] Plan International: Adolescent Girls in Crisis: Voices from the Lake Tchad Basin (2018), p.25, https://plan-international.org/publications/adolescent-girls-crisis-lake-chad-basin (disponible en français).

[8] Morgan, Jenny et Plan International (2015) Family Honor and Shattered Dreams: Child Brides in Mali, Niger and Senegal, p.32, https://www.girlsnotbrides.org/wp-content/uploads/2017/08/Plan_Family-honour-and-shattered-dreams_Web.pdf

[9] Voir deux études de Plan International: Adolescent Girls in Crisis: Voices from the Lake Tchad Basin (2018) (voir au dessus) et Adolescent Girls in Crisis: Voices from the Sahel (2020), https://plan-international.org/publications/adolescent-girls-crisis-sahel

[10] Save the Children, Beyond the Shadow Pandemic: protecting a generation of girls from gender-based violence through COVID-19 to recovery (Juillet 2020) https://resourcecentre.savethechildren.net/node/17911/pdf/sc_covid19_gbv_brief_english.pdf.

[11] UNICEF, https://www.unicef.org/mena/press-releases/covid-19-children-heightened-risk-abuse-neglect-exploitation-and-violence-amidst, consulté le 23 juin 2020.

[12] Document multi-agences, (2019) Tackling the Taboo: Sexuality and Gender transformative programmes to end child, early and forced marriage and unions https://www.girlsnotbrides.org/wp-content/uploads/2019/05/Tackling-the-Taboo_-Full_English.pdf

[13] UNFPA (mai 2020).

[14] OMS, https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/adolescent-pregnancy

[15] PNUD et gouvernement de l'Irlande, (2015) Assessing Sexual and Gender Based Violence during the Ebola crise in Sierra Leone, p.4, https://www.sl.undp.org/content/sierraleone/en/home/library/crisis_prevention_and_recovery/assessing-sexual-and-gender-based-violence-during-the-ebola-cris.html

[16] Smith, Julia (2019) Overcoming the 'tyranny of the urgent': integrating gender into disease outbreak preparedness and response, Gender & Development, 27:2, 355-369 , p362 https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13552074.2019.1615288, citing Davies, Sara and Belinda Bennett (2016) 'A gendered human rights analysis of Ebola and Zika: locating gender in global health emergencies', International Affairs92(5): 1041–60.

[17] UNFPA (Mai 2020).

[18] Morgan, Jenny et Plan International (2015).

[19] OCDE (2020), When a global virus confronts local realities: Coranavirus (COVID-19) in West Africa, http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/when-a-global-virus-confronts-local-realities-coronavirus-covid-19-in-west-africa-8af7f692/

[20] The West Africa Regional Food Security and Nutrition Working Group (FSNWD), Advocacy Note on the immediate impact of the COVID-19 crisis on the food and nutrition security in West African Countries and the Sahel (Avril 2020).

[21] Voir Plan International Studies: Adolescent Girls in Crisis: Voices from the Lake Chad Basin (2018) et Adolescent Girls in Crisis: Voices from the Sahel (2020).

[22] Plan International (juin 2020), COVID-19 in humanitarian settings in West and Central Africa, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Advocacy%20brief%20COVID19%20-%20Humanitarian%20crises%20in%20WACA.pdf

[23] *Filles, Pas Epouses*, (2016) Le mariage des enfants dans les crises humanitaires. https://www.girlsnotbrides.org/wp-content/uploads/2016/05/Child-marriage-and-humanitarian-crises-June-2016.pdf.

[24] HCR (2017) Annual report on SGBV incidents among refugees in Chad https://reliefweb.int/report/chad/unhcr-2016-annual-report-sgbv-incidents-among-refugees-chad.

[25] Conversations avec les membres de *Filles, Pas Epouses*, 2016-2017. *Filles, Pas Epouses* (août 2018) Le mariage des enfants dans les situations humanitaires.

FILLES, PAS EPOUSES

Le Partenariat Mondial pour la Fin du Mariage des Enfants

Filles, Pas Epouses et le travail pour mettre fin au mariage des enfants

A travers leur Partenariat Mondial, les membres de *Filles, Pas Epouses* attirent l'attention du monde sur la question du mariage des enfants, construisent une compréhension commune des mesures à prendre pour mettre fin au mariage des enfants et plaident pour des lois, des politiques et des programmes à même de changer la vie de millions de filles. S'appuyant sur les connaissances de terrain des membres de *Filles, Pas Epouses* et d'autres experts et expertes sur le mariage des enfants, la Théorie du Changement présente les composantes d'une réponse efficace à la question du mariage des enfants. Elle décrit l'éventail des approches nécessaires, montre comment elles se recoupent, et viser à constituer une base pour identifier des indicateurs communs pouvant être utilisés par divers praticiennes et praticiens pour suivre les évolutions.

Seventh Floor
65 Leadenhall Street
London
EC3A 2AD
United Kingdom

0203 725 5858
0207 603 7811
www.GirlsNotBrides.org
info@GirlsNotBrides.org
GirlsNotBrides
www.facebook.com/GirlsNotBrides

Plan International et le travail pour mettre fin au mariage des enfants

Plan International adopte une approche multisectorielle et de transformation des normes de genre afin d'identifier et de traiter les causes profondes du mariage des enfants. Plan International soutient les interventions fondées sur des évidences et estime que la compréhension des contextes locaux est la clé d'une programmation et d'une influence efficaces. Plan International travaille avec les membres des communautés locales, y compris des leaders religieux et traditionnels, avec les hommes et les garçons, afin de promouvoir des normes de genre positives. Nous aidons les enfants et les jeunes, ainsi que les parents, les leaders communautaires et les gouvernements, à identifier, à comprendre et à travailler ensemble pour mettre fin au mariage des enfants. Weyborey Ma Farhan (Les Femmes et les Filles Réussissent) de Plan International Niger est un programme multisectoriel qui comprend des interventions sur l'éducation sensible au genre pour maintenir les filles dans un parcours éducatif de qualité, des alternatives d'autonomisation professionnelle et économique pour les jeunes femmes et hommes, des mécanismes communautaires de protection de l'enfance ainsi qu'un soutien politique et budgétaire pour mettre fin au mariage des enfants.

Nous veillons à ce que les enfants - en particulier les filles et les jeunes - soient impliqués dans les initiatives et se sentent à même de revendiquer leurs droits. Le projet Jeunes leaders contre le Mariage des Enfants promeut le rôle des jeunes activistes dans ce travail au Mali, au Sénégal et en Guinée. Le projet travaille avec un groupe de jeunes activistes pour développer leurs compétences de plaidoyer et les réseaux de pairs pour mener un plaidoyer ciblé. Ces jeunes activistes ont engagé des discussions avec des décideurs à plusieurs niveaux, y compris des chefs communautaires et religieux, des autorités du monde éducatif et des décideurs régionaux, en vue de mettre fin au mariage des enfants.

PLAN INTERNATIONAL

Résidence EMESKA,
Cité Keur Gorgui,
Lot No AD17
Dakar
Senegal

plan-international.org
WestAndCentralAfricaPlanIntern@gmail.com
PlanWACA
facebook.com/PlanWestAndCentralAfrica

Publié en 2020. Texte © Girls Not Brides et Plan International.